


NOUVEL HAY MAGAZINE

SANS FRONTIÈRES

A.C.A.

	
Faire un don maintenant	



Artsakh | Jour 244 sous blocus

- Environ 1 780 citoyens ont été privés de la possibilité de recevoir les soins médicaux nécessaires en raison de la suspension des interventions chirurgicales prévues dans toutes les installations médicales d'Artsakh, qui a augmenté d'environ 15 cas au cours des 3 derniers jours.
- À ce jour, 690 patients ont été transférés d'Artsakh vers l'Arménie pour recevoir des soins médicaux appropriés avec la médiation et l'accompagnement du Comité international de la Croix-Rouge et 70 autres accompagnés par des Casques bleus russes pour recevoir un traitement approprié. En raison d'obstacles supplémentaires de l'Azerbaïdjan aux activités du CICR, les mouvements ont été suspendus pendant près d'un mois en mai. Après la reprise, les activités du CICR ont de nouveau été suspendues le 15 juin puis ont repris avec quelques interruptions et des obstacles supplémentaires.
 - Environ 3 900 personnes, dont 550 enfants, ont été séparées de leur domicile à la suite du blocus, mais certaines sont déjà rentrées chez elles avec l'aide de la Croix-Rouge et des Casques bleus russes.
- Aucun citoyen n'a voyagé librement le long de l'autoroute Stepanakert-Goris (couloir Lachin (Qashatagh)), et les cas de mouvement bidirectionnel de personnes ont diminué d'environ 224 fois, et uniquement avec le soutien de la Croix-Rouge et des soldats de la paix RF (au lieu de 595 350 personnes en 243 jours, 2 667 entrées et sorties. Au cours des 3 derniers jours, 39 cas de sortie et d'entrée de citoyens exclusivement par des véhicules du CICR ont été enregistrés).
- Pas un seul véhicule des citoyens d'Artsakh n'a traversé la route bloquée, et le mouvement des véhicules était presque 76 fois inférieur à ce qu'il aurait dû être sans le blocus (au lieu de 223 560 2 948 véhicules sont entrés et sortis en 243 jours, et cela uniquement par la Croix-Rouge et casques bleus russes). Cela signifie que 7 entrées et sorties de véhicules du CICR ont été enregistrées au cours des 3 derniers jours.
- Environ 17 fois moins de biens vitaux ont été importés par la Croix-Rouge et les casques bleus russes qu'ils n'auraient dû l'être sans le blocus (5,715 tonnes au lieu d'environ 97 200 tonnes en 243 jours, 0 tonne au cours des 3 derniers jours).
- Pendant le blocus, l'Azerbaïdjan a totalement ou partiellement interrompu l'unique approvisionnement en gaz de l'Artsakh pendant 176 jours au total et l'approvisionnement en électricité a été complètement interrompu pendant 214 jours. Cela a conduit à des pannes d'électricité quotidiennes et à des arrêts d'urgence supplémentaires, entraînant la fermeture de nombreuses installations ou la réduction de leurs activités.
 - Depuis le blocus, 1 450 entreprises (33,9 % du nombre total) ont suspendu leurs activités en raison de leur incapacité à fonctionner, tandis que 2 827 entreprises fonctionnent partiellement. Ces entreprises partiellement opérationnelles ont soit une part insignifiante de la capacité de production, soit reçoivent une aide de l'État.
- On estime que 17 000 personnes (y compris les placements temporaires soutenus par l'État et plus de 80 % des travailleurs du secteur privé) ont perdu leur emploi et leurs sources de revenus en raison de l'impact sur l'économie du blocus et des perturbations des infrastructures vitales. Récemment, le taux de chômage a augmenté rapidement.
 - Les travaux de construction de 32,6 kilomètres de routes, de dizaines de kilomètres de conduites d'eau, de systèmes d'irrigation pour des milliers d'hectares de terres, de 3 717 appartements et de plus de 40 infrastructures sociales et industrielles ont été arrêtés.
 - Pendant le blocus, l'économie de la République d'Artsakh a subi une perte d'environ 462 millions de dollars américains, entraînant une baisse de l'indice du PIB annuel prévu (903 millions de dollars) de plus de 51 %.

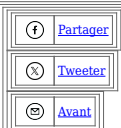
Un expert juridique international de premier plan met en garde contre le génocide arménien en Artsakh



Il y a un génocide en cours contre 120 000 Arméniens vivant dans le Haut-Karabakh, également connu sous le nom d'Artsakh.

Luis Moreno Ocampo, une éminente autorité mondiale en matière de droit international, a publié un document intitulé "Génocide arménien de 2023". Dans ce rapport, il lève un drapeau rouge sur la menace imminente d'un génocide au moyen de la famine qui plane sur les 120 000 Arméniens de souche qui habitent la région d'Artsakh (Haut-Karabakh) en raison des actions de la dictature azerbaïdjanaise. Ocampo appelle le Conseil de sécurité des Nations Unies à transmettre l'affaire à la Cour pénale internationale, une institution qu'il a dirigée en tant que premier procureur de 2003 à 2012.

Le rapport (qui peut être lu [ici](#)) a également été remis au président de l'Artsakh, Arayik Harutyunyan, à l'ambassadeur d'Arménie auprès des Nations Unies, Mher Margaryan, et au ministère arménien des Affaires étrangères à Erevan. [En savoir plus...](#)



Dans un appel urgent, le président du Haut-Karabakh demande à la communauté internationale de prendre des mesures immédiates pour prévenir le génocide



Le président d'Artsakh a lancé un appel urgent à la communauté internationale, appelant à une action immédiate pour empêcher le génocide du peuple d'Artsakh et mettre fin au blocus .

Ci-dessous le texte intégral de l'appel:

Chers membres de la communauté internationale,

Moi, Arayik Harutyunyan, Président de la République d'Artsakh (République du Haut-Karabakh), lance cet appel urgent pour attirer votre attention sur le fait qu'en ce moment même, le peuple de la République d'Artsakh se trouve au milieu d'une génocide déchirant, confrontés à une menace imminente à leur existence même et à la patrie qui leur est chère.

Dans le but de contrôler la seule route reliant l'Artsakh à l'Arménie et au monde extérieur, en passant par le corridor de Lachin, les autorités azerbaïdjanaises ont planifié et initié un spectacle qui a débuté le 12 décembre 2022, sous couvert d'une protestation « environnementale ». En réalité, ce n'était qu'un prélude au crime de génocide, qui a acquis un caractère officiel et systémique avec l'établissement illégal d'un poste de contrôle azerbaïdjanais dans le corridor de Lachin le 23 avril 2023. Le 15 juin, l'Azerbaïdjan a complètement bouclé la route passant à travers le corridor de Lachin, assiégeant les 120 000 habitants de la République d'Artsakh. Depuis près de huit mois maintenant, la population d'Artsakh est privée de la possibilité de se déplacer sans entrave et dans les deux sens le long du corridor de Lachin. Depuis environ deux mois maintenant, il n'y a plus eu d'approvisionnement en vivres, médicaments et autres biens essentiels, auparavant assuré par les forces russes de maintien de la paix et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Les actions de l'Azerbaïdjan violent non seulement les normes juridiques universelles, mais également des actes juridiques internationaux spécifiques concernant le corridor de Lachin, y compris le paragraphe 6 de la déclaration trilatérale du 9 novembre 2020, les décisions juridiquement contraignantes de la Cour internationale de justice et de la Cour européenne des droits de l'homme exigeant la déblocage du corridor de Lachin.

Le blocus du corridor de Lachin n'est pas un incident isolé ; il doit être considéré comme faisant partie d'une politique planifiée, à grande échelle et coordonnée par l'Azerbaïdjan visant à la destruction du peuple de l'Artsakh dans son ensemble. [En savoir plus...](#)

